

SCHWEIZERISCHER BUNDESRAT
 CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE
 CONSIGLIO FEDERALE SVIZZERO

Beschluss 18.10.1989
 Décision Klausur
 Decisione

1892

Réunion ministérielle informelle de l'AELE
 27 octobre 1989, Genève

Vu la note de discussion du DFEP du 13 octobre 1989,
 Après délibération, il est

d é c i d é :

1. Il est pris acte de la note de discussion susmentionnée. Les instructions contenues dans le chiffre 5 sont adoptées.
2. La direction de la délégation suisse est confiée au Chef du Département fédéral de l'économie publique, qui sera accompagné des collaborateurs suivants:
 - M. le Secrétaire d'Etat Franz Blankart, Directeur de l'Office fédéral des affaires économiques extérieures
 - M. le Secrétaire d'Etat Klaus Jacobi, Chef de la Direction politique
 - M. l'Ambassadeur Silvio Arioli, Délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux
 - M. l'Ambassadeur Jakob Kellenberger, Chef du Bureau de l'intégration DFAE/DFEP
 - M. l'Ambassadeur William Rossier, Chef de la délégation suisse près l'AELE et le GATT, Genève
 - M. l'Ambassadeur Benedikt von Tscharner, Chef de la Mission suisse auprès des CE, Bruxelles

EIDGENÖSSISCHES - 2 - KSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'ECONOMIA PUBBLICA

M. Giovanni A. Colombo, Chef adjoint du Bureau de
 l'intégration DFAE/DFEP

Berne, le 13 octobre 1989

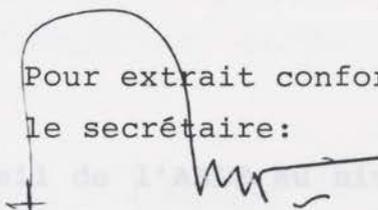
M. Philippe Nell, Collaborateur scientifique du Bureau
 de l'intégration DFAE/DFEP.

Au Conseil fédéral

3. Il est constitué un groupe présidé par le vice-chancelier porte-parole du Conseil fédéral et composé, entre autre, des chefs de l'information du DFAE et du DFEP.
 Ce groupe est chargé de coordonner l'information dans les domaines relatifs aux rapports Suisse - Europe.

1. Introduction

Pour extrait conforme,
 le secrétaire:



Kopieauszug an:
 mit Beilage

K. Dep.	Anz.	Akten
x EDA	8	-
x EDI	5	-
x EJPD	5	-
x EMD	4	-
x EFD	7	-
x EVD	22	-
x EVED	5	-
x BK	3	-
EFK		
Fin.Del.		



EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'ECONOMIA PUBBLICA

Berne, le 13 octobre 1989

Note de discussion

Au Conseil fédéral

Réunion ministérielle informelle de l'AELE
 27 octobre 1989, Genève

1. Introduction

Une réunion informelle du Conseil de l'AELE au niveau ministériel se tiendra à Genève le 27 octobre 1989, sous la présidence de M. J.B. Hannibalsson, Ministre islandais des affaires étrangères et du commerce extérieur. Cette réunion s'insère dans le cadre des travaux initiés par le discours prononcé le 17 janvier 1989 devant le Parlement européen par le Président de la Commission des CE, M. J. Delors, proposant une nouvelle forme d'association plus structurée sur le plan institutionnel avec des organes communs de décision et de gestion.

Lors de leur sommet des 14 et 15 mars 1989 à Oslo, les chefs de gouvernement des pays de l'AELE se sont déclarés prêts à engager un dialogue avec la CE sur le thème esquissé par M. J. Delors. A l'occasion d'une rencontre ministérielle informelle entre la CE et ses Etats membres et les Etats membres de l'AELE qui s'est tenue à Bruxelles le 20 mars 1989, les Ministres ont décidé de lancer des discussions entre la Commission et les pays de l'AELE et de se rencontrer avant la fin de l'année afin d'en tirer le bilan. A cet effet, un Groupe d'orientation à

haut niveau et cinq groupes de travail couvrant respectivement les marchandises, les services et les mouvements de capitaux, les personnes, les politiques d'accompagnement et les questions institutionnelles et juridiques ont été mis sur pied. La phase informelle en cours se terminera par une séance du Groupe d'orientation à haut niveau le 20 octobre.

2. Principaux résultats du suivi de Bruxelles

En premier lieu, il s'agit de relever que le Suivi de Bruxelles se distingue du Suivi de Luxembourg par sa méthode de travail. Alors que le Suivi de Luxembourg procède de manière ponctuelle dans les domaines où une base commune et des intérêts communs entre les pays de l'AELE ont été identifiés, le Suivi de Bruxelles adopte une approche globale couvrant systématiquement tous les aspects de l'Espace économique européen (EEE), soit les quatre libertés dans la mesure du possible, les politiques d'accompagnement et les questions institutionnelles et juridiques.

La proposition au Conseil fédéral du 24 août 1989 ci-jointe fait une synthèse des travaux à ce jour. Elle souligne en particulier le fait que l'approche globale, favorisée par la Commission et la majorité des pays de l'AELE, a en outre pour effet que la Suisse doit prendre position aujourd'hui sur des thèmes, qui, il y a peu de temps encore, étaient tabous dans le cadre des relations Suisse-CE. Cette proposition présente une analyse des dossiers les plus délicats pour la Suisse, dont l'union douanière, le commerce de produits agricoles et de produits agricoles transformés, la libre circulation des personnes et le libre droit d'établissement, le droit et la politique de concurrence.

Au cours des mois de septembre et octobre, plusieurs développements importants ont eu lieu:

21. Substance de l'accord

Les discussions du 29 septembre du Groupe d'orientation à haut niveau ont confirmé que la Commission exige que les pays de l'AELE reprennent dans le futur Traité instituant l'Espace économique européen l'essentiel de la législation communautaire ("acquis communautaire") régissant le marché intérieur. La Commission a fait dépendre la poursuite du dialogue de l'acceptation de ce principe par les pays de l'AELE.

Les pays de l'AELE, placés devant ce choix, se sont déclarés préparés, d'une manière ou d'une autre, à intégrer dans un accord sur l'EEE l'essentiel ("hard core") de l'acquis communautaire en tant que base législative commune pour le futur EEE. Un refus de la Suisse, qui était isolée dans une attitude très restrictive face à la Commission, aurait entraîné la fin et un échec des travaux du Suivi de Bruxelles, ce dont elle aurait été rendue responsable.

22. Questions juridiques et institutionnelles

221. Questions traitées

Le groupe compétent a examiné d'une part les caractéristiques juridiques d'un éventuel Traité instituant l'EEE et des futures règles de l'EEE et, d'autre part, les mécanismes institutionnels qui devraient permettre l'élaboration et l'adoption des règles de l'EEE, la surveillance de l'application de ces règles ainsi que le règlement des différends et l'interprétation uniforme des règles de l'EEE. Seules les questions les plus importantes (questions institutionnelles) sont présentées ci-dessous.

222. Elaboration des règles de l'EEE ("decision-shaping")

Consciente du fait que les règles communautaires deviendront dans une large mesure des règles de l'EEE ou les influenceront fortement, la Commission est prête à ménager une certaine place

aux pays de l'AELE dans le processus législatif communautaire. Ainsi, ceux-ci pourraient prendre part aux travaux préparatoires des groupes d'experts, mais ils ne seraient pas autorisés à participer à la phase formelle qui précède la prise de décision par le Conseil des CE. Cependant, les pays de l'AELE pourraient être consultés sur les projets législatifs en même temps que le Parlement européen. La Commission est d'avis qu'il suffirait d'aménager dans le processus de décision communautaire des périodes de consultation avec des échéances strictes. Au terme de ces périodes, la CE retrouverait sa pleine autonomie de décision.

Les pays de l'AELE veulent obtenir une pleine participation à l'élaboration des règles de l'EEE. Ils considèrent donc que la Commission devrait les informer en détail sur les délibérations du Coreper (Comité des représentants permanents qui prépare toutes les décisions du Conseil des CE) lorsque les futures règles communautaires concernent l'EEE. Si le Coreper ne tient pas compte des intérêts exprimés par les pays de l'AELE dans les groupes d'experts, des négociations ou des consultations devraient avoir lieu.

La Commission estime que ces exigences violent son autonomie de décision.

223. Adoption des règles de l'EEE ("decision-making")

La Commission est réticente à établir un organe de décision commun au niveau de l'EEE parce qu'elle ne veut pas d'un organe "supérieur" au Conseil des CE. Elle envisage que le Conseil de l'EEE se limiterait à prendre des décisions politiques (non contraignantes). Les véritables décisions seraient prises d'une part par le Conseil des CE et d'autre part par le Conseil de l'AELE (théorie des deux piliers). La Commission estime que les pays de l'AELE devraient prendre leurs décisions à la majorité (renforcement institutionnel postulé par le Président Delors les 17 janvier et 26 septembre 1989). Ces décisions engageraient même les pays de l'AELE qui auraient été minorisés parce que la Commission exclut en principe la coopération à la carte/

géométrie variable au sein de l'EEE (pas d'opting-out).

Les pays de l'AELE demandent l'institution d'un véritable organe de décision commun selon les termes mêmes du Président Delors. En conséquence, le Conseil des CE ne devrait pas prendre de décisions sur des objets couverts par le Traité instituant l'EEE avant que le Conseil de l'EEE ait statué sur ces objets.

224. Surveillance de l'application des règles de l'EEE

La Commission plaide en faveur de la théorie des deux piliers, souhaitant que les pays de l'AELE établissent entre eux un mécanisme de surveillance commun qui soit le pendant de la Commission des CE. La compétence de l'un de ces deux organes serait déterminée par le lieu de la violation des règles de l'EEE. En cas de conflit de compétences, la juridiction de l'EEE devrait trancher. L'attribution des dossiers à l'un ou à l'autre organe serait décidée au sein d'un organe administratif commun EEE ("gare de triage") qui examinerait **prima facie** les violations des règles de l'EEE, écartant les plaintes fondées et transmettant les autres à l'organe territorialement compétent. Pour la Commission, l'organe de surveillance doit impérativement être indépendant. Il ne saurait être de type diplomatique (comité mixte institué par les accords de libre-échange).

Dans un premier temps, les pays de l'AELE ont rejeté cette solution qu'ils jugeaient inutilement complexe, lui préférant l'institution d'un organe de surveillance commun au niveau de l'EEE qui travaillerait au besoin avec des organes de surveillance nationaux. Devant l'insistance de la Commission, les pays nordiques se sont ralliés à la théorie de deux piliers. En tant que compromis, les pays de l'AELE soutiennent ces différents modèles en relevant leur point commun: la nécessité d'un organe au niveau de l'EEE.

225. Organe judiciaire de l'EEE

Pour la Commission, l'établissement d'un organe judiciaire au niveau de l'EEE est le complément nécessaire de la reconnaissance de l'effet direct des règles de l'EEE. Les opérateurs économiques étant incités à invoquer les règles qui leur confèrent des droits devant leurs tribunaux nationaux, il faut instituer un tribunal de l'EEE pour en assurer l'interprétation uniforme. Cette juridiction serait composée de juges de la CJCE et de juges des pays de l'AELE. Pour la Commission, toutes les décisions (préjudicielles et autres) de cette juridiction devraient être contraignantes.

Les pays de l'AELE partagent les vues de la Commission. Certains pays nordiques s'opposent à ce que le tribunal de l'EEE puisse prendre des décisions contraignantes.

3. Appréciation

31. Elaboration et adoption des règles de l'EEE

Compte tenu de la dépendance prépondérante des règles de l'EEE par rapport aux règles communautaires, les pays de l'AELE doivent être particulièrement exigeants quant aux conditions de leur participation au processus législatif communautaire dans les domaines couverts par le Traité instituant l'EEE. La Suisse doit être d'autant plus ambitieuse si elle veut éviter d'être entraînée - malgré elle - dans un "autonomer Nachvollzug" systématique du droit communautaire. En effet, ses partenaires de l'AELE ne paraissent guère être rebutés par une telle perspective. La Suisse a régulièrement souligné qu'une véritable participation des pays de l'AELE à l'élaboration et à l'adoption commune des règles de l'EEE est la condition sine qua non de la reprise de l'essentiel de l'acquis communautaire dans le Traité instituant l'EEE.

La théorie des deux piliers en ce qui concerne la prise des décisions EEE contraindrait vraisemblablement les pays de l'AELE

à procéder à des votes à la majorité. La Suisse s'est toujours opposée à une telle procédure. Toutefois, si le vote à la majorité devait intervenir au sein du Conseil de l'EEE, il serait à la limite acceptable pour la Suisse, ce d'autant que cette procédure n'équivaudrait pas à conférer - à elle seule - un caractère supranational au Conseil de l'EEE. L'incohérence majeure de la théorie des deux piliers, c'est qu'elle s'oppose à l'institution d'un véritable organe commun de décision pourtant postulé par le Président Delors.

32. Surveillance de l'application des règles de l'EEE

La Commission des CE est la gardienne des traités instituant les CE. Elle dispose de pouvoirs généraux de surveillance considérables. Dans des domaines spécifiques (concurrence par exemple), elle a également des attributions étendues. Les pays de l'AELE considèrent que ces tâches peuvent être conférées, les premières à un organe commun de l'EEE, les secondes à des organes nationaux indépendants. Mais la Commission plaide à nouveau la théorie des deux piliers, refusant un organe EEE qui serait supérieur à la Commission et mettant en doute l'efficacité d'une surveillance organisée au niveau national. Pour la Suisse, l'institution d'un organe de surveillance AELE qui serait doté de compétences semblables à celles dont la Commission dispose se heurterait à des obstacles difficilement surmontables. Ainsi, si des enquêtes devaient être opérées en Suisse, elles devraient l'être par l'intermédiaire des autorités suisses.

33. Organe judiciaire de l'EEE

Tout le monde s'accorde pour reconnaître la nécessité d'un tel organe pour assurer le bon fonctionnement de l'EEE. De manière à apaiser la crainte du "juge étranger", il serait indispensable qu'un juge suisse participe de plein droit à toutes les délibérations concernant des ressortissants ou des intérêts suisses.

4. Der Follow-up von Brüssel und die Alternativen

Auch wenn es immer noch zu früh ist, endgültige Schlussfolgerungen über Form und Inhalt eines Vertrages über den Europäischen Wirtschaftsraum (EWR) (im folgenden als EWR-Option bezeichnet) als Ergebnis des follow-up von Brüssel zu ziehen, erscheinen heute die folgenden Vertragsmerkmale als wahrscheinlich:

- weitgehende Uebernahme der zum Zeitpunkt des Vertragsabschlusses bestehenden EG-Gesetzgebung, welche den Binnenmarkt im weiteren Sinne regelt. Der genaue Umfang der von der EG geforderten Uebernahme ist allerdings noch unklar, er wird mit Sicherheit aber beträchtlich sein.
- weniger ins Einzelne gehende, aber erhöhte Zusammenarbeits- und Koordinationsbereitschaft ausdrückende Bestimmungen über eine engere Zusammenarbeit im Bereich der flankierenden Politiken (Forschung und Entwicklung, Umweltschutz, Sozialpolitik, Verbraucherschutz, etc.).
- rechtliche Bestimmungen, welche
 - . die Ueberwachung und die Durchsetzung des für den EWR massgebenden Rechtes sicherstellen
 - . die einheitliche Auslegung des EWR-Rechtes gewährleisten.
 - . ein Streitbeilegungsverfahren vorsehen.
- institutionelle Bestimmungen über die Beteiligung der EFTA-Länder an der Vorbereitung und Ausformung von EG-Politiken und EG-Beschlüssen, die für den EWR wichtig sind oder die sich auf das Funktionieren des EWR auswirken und gemeinsame Entscheidungsmechanismen auf EWR-Ebene.

Wie weiter oben dargestellt, entspricht das vorliegende Angebot der EG-Kommission im institutionellen Bereich nicht unseren Erwartungen. Es sieht insbesondere keinen eigentlichen gemeinsamen Ent-

scheidungsmechanismus vor, indem es davon ausgeht, dass die formalen Entscheide auf EG- und EFTA-Ebene getroffen werden. Auf EWR-Ebene würde zuvor ein gemeinsamer Standpunkt erarbeitet, der rechtlich aber nicht verbindlich ist.

Der wichtigste Vorteil des EWR-Vertrages, der eine beträchtliche Vereinheitlichung des Wirtschaftsrechts innerhalb des EWR brächte, besteht darin, dass die Diskriminierungsgefahr für die Schweiz im Bereich der vier Freiheiten auf dem EG-Markt mit klar begrenzten Ausnahmen gebannt wäre.

Die innenpolitischen Folgen eines EWR-Vertrages, der dem Referendum unterstehen würde, sind aber erheblich:

- die Möglichkeit zum Ergreifen von Volksinitiativen im sehr weiten Deckungsbereich des EWR-Vertrages fiel dahin
- eine gewisse Kompetenzdelegation vom Parlament zum Bundesrat dürfte sich für die Durchführung des Vertrages als unumgänglich erweisen. Das Parlament müsste aus diesem Grunde in einer angemessenen Form in die Entscheidvorbereitung im Rahmen des EWR einbezogen werden.

Welches sind die wichtigsten Alternativen zum skizzierten Weg, ihre Vor- und Nachteile?

Alleingang

Der Ausstieg aus den laufenden informellen Gesprächen, die nächstes Jahr in Verhandlungen übergehen dürften, bedeutete, dass die Schweiz die Gestaltung ihres Verhältnisses zu den EG wieder in die eigenen Hände, weitgehend ausserhalb des EFTA-Rahmens, nähme. Ob ein schweizerischer Ausstieg das Ende der im follow-up von Brüssel eingeleiteten Bemühungen für alle EFTA-Länder bedeutete oder ob die anderen EFTA-Länder ohne die Schweiz einen EWR-Vertrag im skizzierten Sinne abschliessen würden, bleibe dahingestellt. Das letztere dürfte zutreffen, wenn die EG zu einem Rumpf-EWR-Vertrag (d.h. EFTA ohne die Schweiz) Hand bietet.

Mit dem Ausstieg gewänne die Schweiz eine Freiheit zurück, die sie heute nicht mehr eigentlich hat. Der Prozess, in dem wir uns gegenwärtig befinden, wird tatsächlich im hohem Masse durch den Willen einer Mehrheit von EFTA-Ländern bestimmt, die, souveränitätspolitischen und institutionellen Ueberlegungen nicht immer die gleiche Bedeutung wie wir beimessend, möglichst rasch einen umfassenden Vertrag über den EWR abschliessen wollen. Ihr Hauptziel ist es, wirtschaftliche Diskriminierung auf dem EG-Markt zu vermeiden. Sie sind bereit, für diese Sicherheit einen gewissen politischen Preis zu bezahlen. Eine ziemlich weitgehende Interessenübereinstimmung zwischen der EG-Kommission und gewissen EFTA-Ländern, namentlich Schweden, schränkt den Gestaltungsspielraum zusätzlich ein.

Der Ausstieg hätte andererseits eine gewisse Isolierung der Schweiz im europäischen Integrationsprozess zur Folge. Sie stellte sich damit weitgehend ausserhalb der EFTA und/oder übernehme zudem die Verantwortung für das Scheitern der laufenden Bemühungen. Sie begäbe sich mit dem Ausstieg vor allem aber auch der sich heute eröffnenden Möglichkeit, einer gewissen Spaltung des europäischen Wirtschafts- und Lebensraumes zwischen EG und EFTA-Ländern dauerhaft, mit einem umfassenden Vertrag, in einem Zuge, entgegenzuwirken.

Der grösseren Freiheit in der Beziehungsausgestaltung im Falle des Alleinganges stände eine geringere Möglichkeit der Mitwirkung am europäischen Integrationsprozess gegenüber.

Der EG-Beitritt

Die Perspektive, die sich im follow-up von Brüssel eröffnet (EWR-Option), ist auch mit der Alternative eines EG-Beitritts zu vergleichen.

Der EG-Beitritt würde, im Unterschied zur EWR-Option, die lückenlose Uebernahme des gesamten EG-Primär- und Sekundärrechtes bedeuten, auch wenn gewisse Uebergangsfristen, namentlich in den Bereichen Freizügigkeit und Landwirtschaft, ohne Zweifel ausgehandelt

werden könnten. Der EG-Beitritt bedeutete auch eine Uebernahme der letztlich politischen Zielsetzungen der EG. Direkte Demokratie, Föderalismus und die Glaubwürdigkeit der Neutralitätspolitik würden im Falle des Beitritts stärker berührt als im Falle der EWR-Option.

Im Unterschied zur EWR-Option würde der Beitritt der Schweiz andererseits die volle Mitentscheidungsmöglichkeit im die Schweiz immer stärker betreffenden EG-Entscheidungsprozess bringen und den lückenlosen Kooperationsanspruch sichern. Auch wenn, wie im Bericht des Bundesrates vom 24. August 1988 ausführlicher dargelegt, die Bedeutung der formellen Mitentscheidung weder idealisiert noch verabsolutiert werden darf, wäre die bei der EWR-Option bestehende Satellisierungsgefahr im Beitrittsfall gebannt. Einem höheren Eintrittspreis als bei der EWR-Option in der Form der Uebernahme geltenden EG-Rechts entspricht beim Beitritt eine Mitgestaltungs- und Mitentscheidungsmöglichkeit höherer Qualität.

Dem ist freilich hinzuzufügen, dass die Schweiz im Beitrittsfalle auch alles neue EG-Recht, das zunehmend über qualifizierte Mehrheitsentscheide verabschiedet wird, würde übernehmen müssen. In der EWR-Option ist nicht nur die einmalige Uebernahme des "acquis" begrenzt, die Schweiz geht auch keine formelle Verpflichtung mit Blick auf die Zukunft ein. Sie wird sich, im Rahmen des EWR-Vertrages, freilich in einem Prozess der ständigen Weiterentwicklung des im EWR massgebenden Rechtes befinden.

Abschliessend ist festzuhalten, dass Vertreter der EG-Kommission und gewisser Mitgliedstaaten in letzter Zeit wiederholt die Nicht-Wünschbarkeit einer EG-Erweiterung in den nächsten Jahren zum Ausdruck gebracht haben. Oesterreich, trotz Einreichen des formellen Beitrittsgesuchs, wird mit aller Wahrscheinlichkeit den Weg über die EWR-Option gehen müssen, eine Option übrigens, die in sehr vielem die Züge einer Beitrittsvorbereitung trägt.

5. Haltung der Schweiz an der EFTA-Ministerkonferenz vom 27. Oktober 1989

Diese informelle, ausserordentliche Ministerkonferenz wurde ursprünglich eingeplant, um den EFTA-Ländern die Gelegenheit zu geben, auf politischer Ebene eine Botschaft an die EG zu richten zu einem Zeitpunkt, wo diese ihre Haltung im Hinblick auf die gemeinsame Ministerkonferenz EG/EFTA-Länder vom 19. Dezember 1989 in Brüssel vorbereitet.

Diese Botschaft soll der isländische Aussenminister im Namen der EFTA am 30. Oktober in einem Gespräch mit dem für die EG-Aussenbeziehungen zuständigen Mitglied der EG-Kommission übermitteln.

Die Tagesordnung soll umfassen:

- Beurteilung der seit dem 20. März 1989 durchgeführten Arbeiten (Machbarkeitsstudie eines EWR-Vertrages)
- Festlegung der Ziele für die gemeinsame Ministerkonferenz vom 19. Dezember 1989
- politische Richtungsbestimmung für die Fortsetzung der Arbeiten

Die schweizerische Delegation wird folgende Haltung einnehmen:

1. Die Schweiz ist aufgrund der bisher durchgeführten Arbeiten daran interessiert, das Ziel eines umfassenden Vertrages über den europäischen Wirtschaftsraum weiter zu verfolgen.
2. Die befriedigende Regelung der Substanzfragen und der rechtlich-institutionellen Aspekte bildet für die Schweiz eine unauflöslige Einheit. Glaubwürdige gemeinsame Entscheidvorbereitungs- und Entscheidverfahren bilden die Voraussetzung für ein materiell umfassendes Abkommen. Die Schweiz wird sich bemühen, die EFTA-Partner von der Unerlässlichkeit einer befriedigenden Lösung zu überzeugen.

3. Die im Aussprachepapier vom 24. August 1989 in Ziffer II, 1-4 (S. 8-14) dargestellte schweizerische Haltung bleibt grundsätzlich gültig. Eine gewisse, punktuelle Flexibilität mit Bezug auf das Zwei-Säulen-Modell wird nicht im vornherein ausgeschlossen.
4. An die durchgeführte informelle Phase sollte nach Möglichkeit vor dem Einleiten formeller Verhandlungen eine Explorationsphase angeschlossen werden, wo bestimmte Fragen vertieft werden. Dieses Bedürfnis bezieht sich vor allem auf die Frage, was die EG unter der Uebernahme eines harten Kerns des EG-Rechtes in einem künftigen EWR-Vertrag versteht.
5. Sollte eine deutliche Mehrheit der EFTA-Länder, womit zu rechnen ist, der EG bereits die Botschaft zu übermitteln wünschen, dass die EFTA-Länder die Aufnahme formeller Verhandlungen anstreben, wird die Schweiz darauf bestehen, dass am 19. Dezember 1989 ausschliesslich die Ziele, nicht aber die Mittel zum Erreichen der Ziele, festgehalten werden.

Die EFTA-Ministerkonferenz vom 27. Oktober 1989 und die gemeinsame EG/EFTA-Ministerkonferenz vom 19. Dezember 1989 werden wichtige Weichenstellungen bringen. Die Schweiz hat sich gemeinsam mit den anderen EFTA-Ländern und der EG-Kommission an der Machbarkeitsstudie eines EWR-Vertrages beteiligt. Die Umrisse eines solchen Vertrages lassen sich heute erkennen. Sein Abschluss bedeutete eine wichtige Neuorientierung in der schweizerischen Integrationspolitik: die schweizerische Gesetzgebung wird in einem erheblichen Umfang an diejenige der EG angepasst werden müssen, die in Aussicht genommenen rechtlichen und institutionellen Massnahmen werden die Schweiz enger und vor allem sichtbarer als bisher mit der EG verbinden, an die EG binden. Der mit erheblichen Risiken, aber auch einem Gewinn an Bewegungsfreiheit verbundene Ausstieg aus dem gegenwärtigen Prozess wird mit fortschreitendem Entwicklungsstand der Gespräche zwischen der EG-Kommission und den EFTA-Ländern schwieriger, der damit verbundene politische Schaden grösser. Der Ausstieg sollte mit anderen Worten, wird er ernsthaft in Betracht gezogen, vor dem Eintritt in formelle Verhandlungen erfolgen.

6. Délégation suisse

Nous proposons la composition de la délégation suisse comme suit:

M. le Président de la Confédération Jean-Pascal Delamuraz, Chef du Département fédéral de l'économie publique

M. le Secrétaire d'Etat Franz Blankart, Directeur de l'Office fédéral des affaires économiques extérieures

M. le Secrétaire d'Etat Klaus Jacobi, Chef de la Direction politique

M. l'Ambassadeur Silvio Arioli, Délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux

M. l'Ambassadeur Jakob Kellenberger, Chef du Bureau de l'intégration DFAE/DFEP

M. l'Ambassadeur William Rossier, Chef de la Délégation suisse près l'AELE et le GATT, Genève

M. l'Ambassadeur Benedikt von Tscharner, Chef de la Mission suisse auprès des CE, Bruxelles

M. Giovanni A. Colombo, Chef adjoint du Bureau de l'intégration DFAE/DFEP

M. Josef Doswald, chef adjoint de la Délégation suisse près l'AELE et le GATT, Genève

M. Philippe Nell, Collaborateur scientifique du Bureau de l'intégration DFAE/DFEP

7. Compte tenu de ce qui précède, nous vous proposons d'approuver le projet de décision annexé à la présente proposition.

DEPARTEMENT FEDERAL DE
L'ECONOMIE PUBLIQUE

Helamm

Il est pris acte de la note de discussion soumise au Chef de Département fédéral de l'économie publique, qui sera accompagné des collaborateurs suivants:

1. le Secrétaire d'Etat Franz Blankart, Directeur de l'Office fédéral des affaires économiques extérieures

2. le Secrétaire d'Etat Klaus Jacobi, Chef de la Direction politique

3. l'Ambassadeur Silvio Arioli, Délégué du Conseil fédéral aux affaires commerciales

4. l'Ambassadeur Jakob Kellenberger, Chef de Bureau de l'intégration DPAS/DFEP

5. l'Ambassadeur William Kessler, Chef de la délégation suisse près l'ANLE et le GATT, Genève

6. l'Ambassadeur Benedikt von Tscherner, Chef de la Mission suisse auprès des CE, Bruxelles

7. Giovanni A. Colonna, Chef adjoint du Bureau de l'intégration DPAS/DFEP

Annexes:

- Projet de décision du Conseil fédéral
- Proposition du 24 août 1989

Extrait du procès-verbal à:

DFEP 22 (SG 6, OFAEE 10, OFIAMT 3, OFAG 3)

DFAE

DFI

DFJP

DFE

DFTCE

M. l'ambassadeur Silvio Arioli, Délégué du Conseil fédéral en matière commerciale

M. l'ambassadeur Jakob Fellenberger, Chef du Bureau de l'intégration DFAE/DFEP

M. l'ambassadeur William Bossler, Chef de la Délégation suisse près l'ALEA et le GATT, Genève

M. l'ambassadeur Benedikt von Tscharnner, Chef de la Mission suisse auprès des CE, Bruxelles

M. Giovanni A. Colombo, Chef adjoint du Bureau de l'intégration DFAE/DFEP

M. Josef Oswald, chef adjoint de la Délégation suisse près l'ALEA et le GATT, Genève

M. Philippe Weil, Collaborateur scientifique du Bureau de l'intégration DFAE/DFEP

Réunion ministérielle informelle de l'AELE

27 octobre 1989, Genève

13 OCT. 1989

Vu la note de discussion du DFEP du _____, il est

décidé:

1. Il est pris acte de la note de discussion susmentionnée. Les instructions contenues dans le chiffre 5 sont adoptées.
2. La direction de la délégation suisse est confiée au Chef du Département fédéral de l'économie publique, qui sera accompagné des collaborateurs suivants:
 - M. le Secrétaire d'Etat Franz Blankart, Directeur de l'Office fédéral des affaires économiques extérieures
 - M. le Secrétaire d'Etat Klaus Jacobi, Chef de la Direction politique
 - M. l'Ambassadeur Silvio Arioli, Délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux
 - M. l'Ambassadeur Jakob Kellenberger, Chef du Bureau de l'intégration DFAE/DFEP
 - M. l'Ambassadeur William Rossier, Chef de la délégation suisse près l'AELE et le GATT, Genève
 - M. l'Ambassadeur Benedikt von Tscharnern, Chef de la Mission suisse auprès des CE, Bruxelles
 - M. Giovanni A. Colombo, Chef adjoint du Bureau de l'intégration DFAE/DFEP

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT
FUER AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

EIDGENOESSISCHES VOLKS-
WIRTSCHAFTSDEPARTEMENT

2520.1

Vertraulich

Bern, 24. August 1989

An den Bundesrat

Europäische Integration:
Bilanz und Folgerungen der Debatten im Parlament
und Konkretisierung des Aussprachepapiers EDA/EVD
vom 16. Mai 1989

I. Wichtige Entwicklungen seit dem Bericht des Bundesrates über
die Stellung der Schweiz im europäischen Integrationsprozess
vom 24. August 1988

Das folgenreichste Ereignis nach der Veröffentlichung des Berichtes stellte die Rede des Präsidenten der EG-Kommission, Jacques Delors, vom 17. Januar 1989 vor dem Europäischen Parlament in Strassburg dar. In dieser Rede erwog der Präsident die Möglichkeit einer "nouvelle forme d'association qui serait plus structurée sur le plan institutionnel avec des organes communs de décision et de gestion" zwischen EG und EFTA-Ländern. Er brachte damit die Assoziation als mögliche Zusammenarbeitsform wieder ins Gespräch, indem er im Vergleich zu den bisher bekannten, im Bericht des Bundesrates erwähnten, von der EG mit Drittstaaten abgeschlossenen Assoziationsabkommen eine neue Möglichkeit andeutete: echte gemeinsame Entscheidungs- und Verwaltungsorgane.

Als bedeutsam für die Diskussionen der folgenden Monate erwies sich auch J. Delors' Feststellung, dass die Zusammenarbeitslösungen davon abhängen, ob die EFTA eine Stärkung ihrer Strukturen beschliesse oder nicht. Im ersteren Falle könne die

künftige Zusammenarbeit auf zwei Säulen, gebildet durch EG und EFTA, ruhen, im letzteren lasse sich nur eine Lösung denken, wonach die EG-Regeln in gewissen, näher zu bestimmenden Gebieten, auf die EFTA-Länder, die dies wünschten, ausgedehnt würden.

Die Regierungschefs der EFTA-Länder gaben am 15. März 1989 in Oslo eine positive Antwort auf die politische Initiative von J. Delors und erklärten sich bereit, mit der EG Mittel und Wege zu sondieren, um eine strukturiere Form der Partnerschaft mit gemeinsamen Entscheidungs- und Verwaltungsorganen zu verwirklichen. Sie erklärten auch, sie würden die erforderlichen Massnahmen ergreifen, um den Entscheidungsprozess und die kollektive Verhandlungskapazität der EFTA zu stärken.

Am informellen Ministertreffen zwischen der EG, ihren Mitgliedstaaten und den EFTA-Ländern vom 20. März 1989 in Brüssel wurde die baldige Aufnahme eines informellen Dialogs über die Ausdehnung der Zusammenarbeit und die Mittel einer strukturierten Beziehung beschlossen.

Diese im Anschluss an die Konferenz eingeleiteten Arbeiten, sogenannter follow-up von Brüssel, stehen heute im Mittelpunkt der Beziehungen zwischen der EG und den EFTA-Ländern.

Die informelle Dialogphase begann am 28. April mit der ersten Sitzung eines Steuerausschusses auf hoher Beamtenebene, der fünf Arbeitsgruppen einsetzte:

- freier Güterverkehr
- freier Dienstleistungs- und Kapitalverkehr
- Freizügigkeit für Personen
- Zusammenarbeit im Bereich der begleitenden und horizontalen Politiken
- rechtliche und institutionelle Fragen

Die schweizerische Delegation im Steuerausschuss besteht aus Beamten des EDA und des EVD und wird vom Staatssekretär für Aussenwirtschaft geleitet.

Dem Steuerausschuss und den ihm unterstellten Arbeitsgruppen wurde der Auftrag erteilt, den möglichen Umfang und Inhalt einer erweiterten und strukturierteren Partnerschaft umfassend zu prüfen. Die Partnerschaft sollte die weitestgehend mögliche Verwirklichung der Freizügigkeit für Waren, Dienstleistungen, Kapital und Personen sowie die enge Zusammenarbeit auf Gebieten, die über das Binnenmarktprogramm hinausgehen, zur Grundlage haben.

Die Arbeit sollte in zwei Stufen durchgeführt werden: der mögliche Inhalt der strukturierteren Partnerschaft bildete Gegenstand der ersten Phase, die rechtlichen und institutionellen Fragen, die sich allgemein, aber auch mit Bezug auf die Verwirklichung der vier Freiheiten stellen, sollen die zweite Phase bestimmen. Die zweite Sitzung des Steuerausschusses vom 25. Juli 1989 bildete sozusagen die Halbzeit in diesem informellen Dialogabschnitt.

Die gewählte, von EG-Seite mit Nachdruck gewünschte Arbeitsmethode im Rahmen des follow-up von Brüssel hat folgende Merkmale:

- untersucht wurde im umfassenden Sinne, wieweit die EFTA-Länder mit der EG zur Verwirklichung der vier Freiheiten und der engen Zusammenarbeit im Bereich der begleitenden Politiken bereit wären
- die wichtigste Diskussionsgrundlage war das auf den einzelnen Gebieten bestehende oder teilweise in Ausarbeitung begriffene EG-Recht. Die EFTA-Länder sahen sich mit anderen Worten vor die Frage gestellt, ob sie eine Liberalisierung, resp. Zusammenarbeit auf der Grundlage des bestehenden EG-Rechts ins Auge fassen könnten (ab sofort oder nach einer angemessenen Uebergangszeit) oder nicht
- die EFTA-Länder trugen im Dialog mit der EG-Kommission über einen gemeinsamen Sprecher gemeinsame Standpunkte vor. In Einzelfällen, wo dies nicht möglich war, wurde auf spezielle nationale Probleme hingewiesen.

Diese globale Arbeitsmethode, welche die EG-Kommission auch in künftigen Verhandlungen befolgt sehen will, unterscheidet sich von der traditionellen, auch im follow-up von Luxemburg noch angewandten Arbeitsmethode, in welcher die Zusammenarbeit punktuell auf Einzelgebieten gemeinsamen Interesses vorbereitet und durchgeführt wurde. Dem globaleren, von oben nach unten gerichteten Vorgehen im Verhältnis EG/EFTA-Länder gilt heute der Vorzug der EG-Kommission und der Mehrheit der EFTA-Länder.

Der Steuerausschuss zog an seiner zweiten Sitzung vom 25. Juli 1989 aufgrund der Gesprächsergebnisse in den vier mit Substanzfragen befassten Arbeitsgruppen eine Zwischenbilanz. Er kam zum Schluss, die verschiedenen Standpunkte über den möglichen Inhalt einer erweiterten und strukturierteren Partnerschaft seien ausreichend bestimmt worden, um sich in den nächsten Monaten nun voll den rechtlich-institutionellen Fragen, die sich im Zusammenhang eines neuen Abkommens stellen, zuwenden zu können. Zu diesem Zweck ist eine Arbeitsgruppe geschaffen worden, die EFTA-seitig unter schweizerischem Vorsitz steht, was bedeutet, dass der Vertreter unseres Landes gleichzeitig als Sprecher der EFTA-Staaten gegenüber der EG-Kommission fungiert. Die laufende Zusammenarbeitsphase wird auf Beamtenebene mit einer letzten Sitzung des Steuerausschusses am 19./20. Oktober abgeschlossen. Der Ausschuss wird den Ministern der EG- und der EFTA-Länder, die sich am 19. Dezember 1989 zum zweiten Mal in diesem Jahre treffen werden, Vorschläge über das Vorgehen nach Abschluss der laufenden informellen Dialogphase ausarbeiten. Beide Seiten machten im übrigen am 25. Juli erneut deutlich, dass sie sich durch die in der laufenden Identifikationsphase eingenommenen Standpunkte nicht gebunden fühlen.

Drei seit der Veröffentlichung des Bundesratsberichtes eingetretene Entwicklungen im Rahmen der EFTA-internen Zusammenarbeit verdienen besondere Erwähnung:

1. Ueber die letzten Monate hat sich innerhalb der EFTA eine deutliche Mehrheit gebildet, die einer umfassenderen, nach dem EG-Vorbild ausgerichteten multilateralen Zusammenarbeit zwischen EG und EFTA-Ländern den Vorrang über die traditionelle Zusammenarbeitsmethode des pragmatischen, punktuellen und schrittweisen Beziehungsaubaus gibt. Diese Entwicklung lief gewissermassen parallel zur abnehmenden Bereitschaft der EG-Kommission zum punktuellen Beziehungsaubau.
2. In Ausführung der Erklärung von Oslo wurde innerhalb der EFTA zwischen April und Juni über die Stärkung des Entscheidungsprozesses und der kollektiven Verhandlungskapazität der Assoziation diskutiert. Diese Diskussion fand an der EFTA-Ministerkonferenz vom 14. und 15. Juni in Kristiansand ihren vorläufigen Abschluss mit Beschlüssen, die Rolle des EFTA-Rates, der Präsidentschaft und des Sekretariates zu erweitern und, im Ausmass der Bedürfnisse, vermehrt Ministerkonferenzen durchzuführen. Die Art und Weise, wie sich die EFTA-Länder zur Durchführung der follow up von Brüssel-Arbeiten organisiert hatten - gründliche EFTA-interne Vorbereitung, Wahl eines gemeinsamen Sprechers in den verschiedenen Arbeitsgruppen -, lieferte im übrigen sozusagen den Tatbeweis für den Willen, die kollektive Dialogkapazität zu erhöhen. Die Diskussion über die Stärkung der EFTA könnte im Lichte der weiteren Entwicklung im follow up von Brüssel wieder aufleben. Es wird dann vor allem um die sorgfältige Unterscheidung gehen zwischen Massnahmen, die eine Souveränitätsübertragung auf die EFTA beinhalten und anderen.
3. Am 17. Juli hatte Oesterreich die Beitrittsgesuche zu den EG eingereicht, Schritt, der für die EFTA-interne Zusammenarbeit insofern keine unmittelbaren Auswirkungen ergibt, als Oesterreich beim Bestreben, sich der EG noch weiter anzunähern, in den kommenden Jahren auch ein Interesse an einer wirkungsvollen EFTA und einer gemeinsamen Annäherung der EFTA-Länder an die EG haben muss.

Als weitere wichtige Entwicklung im Verhältnis Schweiz/EWG ist zu werten, dass am 26.7.1989 nach 16jähriger Verhandlung das Versicherungsabkommen Schweiz/EG paraphiert und damit ein erster, wenngleich noch sektorieller Durchbruch zum EG-Binnenmarkt erreicht werden konnte. Die in diesem Abkommen gefundenen institutionellen Lösungen dürften für den künftigen Europäischen Wirtschaftsraum wegleitend sein.

II. Integrationspolitische Lagebeurteilung und schwierige Probleme

Die Verbreiterung der Zusammenarbeitsgrundlage im westeuropäischen Wirtschaftsraum in einer Zeit, wo die EG-interne Integration entschiedene Fortschritte macht, entspricht den schweizerischen Interessen. Die Verhinderung einer Spaltung des westeuropäischen Wirtschaftsraums als Folge der EG-Dynamik war stets ein Kernziel der schweizerischen Integrationspolitik. Die Verfolgung dieses Zieles erfordert heute eine im Vergleich zum Beginn der siebziger Jahre stark verbreiterte Zusammenarbeitsbereitschaft. So betrachtet entspricht die im "follow-up von Brüssel"-gewählte Arbeitsmethode zu einem nicht unerheblichen Teile den Erfordernissen der Zeit. Sie weicht nichtsdestoweniger ab vom traditionellen Vorgehen und hat insbesondere zur Folge, dass die am Prozess beteiligten Länder gezwungen sind, die Gebiete offen zu nennen, wo sie eine Zusammenarbeit auf der Grundlage des "acquis communautaire" nicht oder nur nach einer angemessenen Uebergangsfrist ins Auge fassen wollen. Es entsteht so eine Art Gesamtrechnung der Zusammenarbeitsbereitschaft. Was man nicht in die Zusammenarbeit einbeziehen will, muss, anders als bei der punktuellen Zusammenarbeitsmethode, als Ausnahme gerechtfertigt werden und droht in der Regel den Eindruck fehlender Integrationsbereitschaft zu erwecken.

Die EG hat im laufenden Dialog zudem gewünscht, dass die EFTA-Länder ihren gemeinsamen Standpunkt vortragen, in concreto also mitteilen, wieweit alle EFTA-Länder bereit sind, den "acquis communautaire" auf einem Gebiet zur Zusammenarbeitsgrundlage zu wählen. Dies bedeutet, dass vor jeder Gesprächsrunde mit der EG-Kommission innerhalb der EFTA eine gemeinsame

Position erarbeitet werden muss. Die deutliche Mehrheit der EFTA-Länder ist dem globalen Vorgehen verpflichtet und zur umfassenden Teilnahme am EG-Binnenmarkt mitsamt flankierenden Politiken bereit.

Die Schweiz, wollte sie nicht die Verantwortung für einen möglichen Bruch innerhalb der EFTA und das Scheitern des am 20. März 1989 in Brüssel gemachten neuen Zusammenarbeitsanlaufs übernehmen, musste sich konstruktiv an den laufenden Gesprächen beteiligen. Diese Haltung drängte sich umso eher auf, als sich in der gegenwärtigen Phase keine Partei bindet und es sich in Anbetracht der neuen Entwicklungen tatsächlich lohnt, die Möglichkeiten einer breiteren und strukturierteren Partnerschaft unvoreingenommen auszuloten.

Ungefährlich ist diese Übung aber nicht: Es wird der Schweiz, auch wenn die laufende Phase informeller Natur ist, Dialogbereitschaft, Stellungnahme auf Gebieten abverlangt, die im Verhältnis Schweiz-EG noch vor kurzem der Tabu-Zone angehörten:

- Freizügigkeit für Arbeitnehmer und Niederlassungsfreiheit für freie Berufe
- Harmonisierung wirtschaftsrechtlicher Rahmenbedingungen
- Zollunion
- punktuelle Liberalisierung des Agrarhandels
- internationale Gerichtsbarkeit

Wir müssen auch damit rechnen, dass die EG-Kommission mit der Schweiz über Amtshilfe bei Verdacht auf Steuerbetrug und Rechtshilfe bei Steuervergehen wird sprechen wollen.

Die EG-Kommission hat in ihrer Stellungnahme am 25. Juli u.a. deutlich gemacht, dass die EFTA-Länder im Rahmen eines globalen Verhandlungspaketes verbesserte Marktzugangsmöglichkeiten für gewisse Landwirtschaftsprodukte anbieten müssten. Sie unterstrich ebenfalls, die Freizügigkeit für Personen, und insbesondere die möglichst weitgehende Verwirklichung der Freizügigkeit für Arbeitnehmer, müssten ein Kernelement eines Globalabkommens bilden.

Soweit das Ergebnis der bisher erfolgten Grobanalyse, wo beide Seiten darauf verzichteten, bereits alle Einzelprobleme aufzuwerfen. Alle EFTA-Länder machten in der internen Vorbereitung und gegenüber der EG-Kommission deutlich, dass im Rahmen einer vertieften Analyse durchaus noch weitere Probleme identifiziert werden könnten.

Der neue Zusammenarbeitsansatz und die grosse Wahrscheinlichkeit, dass es zu umfassenden Verhandlungen auf der Grundlage des "acquis communautaire" kommen wird, machen es unerlässlich, dass alle Bundesämter im Bereiche ihrer Zuständigkeit den Vergleich zwischen EG-Recht und schweizerischem Recht vertiefen. Im Mittelpunkt dieses Vergleichs stehen die 279 Massnahmen, die Gegenstand des Weissbuches über den Binnenmarkt sind, aber auch die bereits vor 1985 erlassenen Massnahmen, die den Binnenmarkt betreffen, sind in einen Rechtsvergleich einzubeziehen. Aufgrund der Haltung der EG in den laufenden Gesprächen und der Bereitschaft der deutlichen Mehrheit der EFTA-Länder, diese zu akzeptieren, ist davon auszugehen, dass die EFTA-Länder in kommenden Verhandlungen über weite Strecken mit der Frage konfrontiert sein werden, ob und auf welcher Grundlage sie zu einer Anpassung an das EG-Recht bereit sind oder nicht. Die eigentliche Verhandlungsmarge ist, von Sonderfällen abgesehen, als vergleichsweise bescheiden einzustufen. Die EFTA-Länder haben aber deutlich gemacht, dass in gewissen Fällen, vor allem technische Vorschriften mit Bezug auf Umweltschutz und Sicherheit, der Stand ihrer eigenen Gesetzgebung Grundlage der Verhandlungen sein muss.

Heikle Fragen, die sich in den kommenden Monaten stellen, teils noch bevor ein Beschluss über die mögliche Einleitung formeller Verhandlungen gefällt werden muss, betreffen:

1. Das Zwei-Säulen-Modell

Der Präsident der EG-Kommission hatte, wie weiter oben erwähnt, angeregt, dass die Weiterentwicklung der Zusammenarbeit auf den beiden Säulen der EG und EFTA erfolgen solle, was eine

nicht näher bestimmte Annäherung der EFTA-Strukturen und Beschlussverfahren an diejenigen der EG beinhaltete. Die Vertreter der EG-Kommission gaben am 25. Juli einer gewissen Enttäuschung darüber Ausdruck, dass sich die Vorstellungen der EFTA-Länder über die künftige institutionelle Beziehungsgestaltung nicht an diesem 2-Säulen-Modell orientierten, sondern von einem Abkommen ausgehen, dessen Vertragsparteien die EG einerseits, die EFTA-Länder und Liechtenstein andererseits sein würden.

Die schweizerische Skepsis gegenüber dem 2-Säulen-Modell, die auch von gewissen anderen EFTA-Ländern, insbesondere Oesterreich, geteilt wird, beruht auf folgenden Ueberlegungen:

a) das Modell beinhaltet eine Umgestaltung der EFTA in EG-Richtung und macht es damit wahrscheinlich, dass innerhalb der EFTA, auch wenn in geringerem Umfange als bei einem EG-Beitritt, Kompetenzübertragungen von den EFTA-Ländern auf gemeinsame EFTA-Organe stattfinden müssen. Wir gerieten damit in gemilderter Form in die Lage, innerhalb der EFTA Zugeständnisse zu machen, die wir gegenüber der EG, dem rund zehnmal wichtigeren Partner, bisher nicht machen wollten, weshalb auch der EG-Beitritt nicht ins Auge gefasst wurde. Die hier gemachten Ueberlegungen sind freilich insofern abstrakt, als die EG-Kommission den Gedanken, welche Umgestaltung der EFTA sie sich vorstellt, nie entwickelt hat. Die Richtung der erwarteten Umgestaltung scheint dagegen einigermaßen klar:

- Schaffung von Organen, die innerhalb der EFTA vergleichbare Aufgaben versehen wie die EG-Kommission und der Gerichtshof in der EG
- Entwicklung hin auf eine gemeinsame Aussenhandels- oder gar Aussenwirtschaftspolitik der EFTA-Länder
- teilweise Uebertragung der treaty making power an die EFTA als Organisation

- b) Wenn in der EFTA beispielsweise ein dem EG-Gerichtshof an Kompetenzen vergleichbares Organ geschaffen würde, käme man dem Ziel einer einheitlichen Auslegung des im europäischen Wirtschaftsraum geltenden Rechtes nicht näher, weil dann immer noch Widersprüche zwischen den Auslegungen des EG- und EFTA-Gerichtshofes möglich wären. Das Problem liesse sich erst durch die Einführung eines EG und EFTA übergeordneten Gerichtes mit je nach Art der Rechtsfragen unterschiedlichen Kompetenzen lösen.
- c) eine zu weitgehende Stärkung der EFTA, etwa durch die Einführung von Mehrheitsbeschlüssen, ist insofern auch nicht in unserem Interesse, als wir uns als das wirtschaftlich stärkste, mit der EG am engsten verbundene Land sehr oft einer Mehrheit anpassen müssten, die gegenüber der EG grössere Anpassungs-, ja Satellisierungsbereitschaft zeigt. Ausserdem würde sich die Frage stellen, ob die EFTA als solche auch gegen den Willen eines ihrer Mitgliedstaaten Verhandlungen mit der EG führen kann.

Aus all diesen Gründen streben wir anstatt des Zwei-Säulen-Modells von Anfang an eine "gesamteuropäische Lösung" an.

Bevor endgültige Schlussfolgerungen über das Zwei-Säulen-Modell gezogen werden können, ist jedoch der Abschluss des rechtlich-institutionellen Dialogs zwischen EG-Kommission und EFTA-Ländern abzuwarten.

2. Die Zollunion

Die EFTA-interne Diskussion und die Gespräche mit der EG-Kommission haben die von der Schweiz stets vertretene Auffassung bestätigt, dass eine funktionierende Zollunion, gleich welcher Schattierung, eine weitgehende gemeinsame Aussenhandelspolitik erfordert. Dass eine gemeinsame Aussenhandelspolitik der EG und der EFTA-Länder, welche die Schaffung des Europäischen Wirtschaftsraums (EWR) anstreben, weitgehend durch die EG bestimmt würde, steht ausser Zweifel. Die Diskussion der

kommenden Monate wird sich damit, gesetzt der Fall, EG und EFTA-Länder bildeten eine Zollunion, auf die Frage konzentrieren müssen, welches die Mitgestaltungs- und Mitentscheidungsmöglichkeiten der EFTA-Länder wären. Erweist sich, dass den EFTA-Ländern nur ein schlecht und recht verbrämter Nachvollzug der EG-Aussenhandelspolitik übrig bliebe, dürfte das Traktandum vom Tisch sein. Sollte der unerwartete Fall eintreten, dass sämtliche Mitentscheidungswünsche der EFTA-Länder Erfüllung fänden, dann stellte sich für die Schweiz die Frage, ob der Bewahrung der Vertragsabschlussgewalt oder der tatsächlichen Mitwirkung an einer EWR-weiten Aussenhandelspolitik der Vorrang eingeräumt werden soll. Was immer auch der Ausgang der Diskussion über die Zollunion ist, müssen wir davon ausgehen, dass die EG einen engeren Schluessel der EWR-Länder in der Aussenhandelspolitik erwartet und die Mehrzahl der EFTA dazu bereit ist. Dies aber würde unsere Unabhängigkeit und damit Glaubwürdigkeit im GATT und bilateral gegenüber unseren Welthandelspartnern wesentlich beeinträchtigen.

Die Schweiz hat in den bisherigen Gesprächen die Ablehnung der Zollunion in erster Linie mit dem Willen begründet, die volle Vertragsabschlussgewalt in aussenwirtschaftlichen Belangen zu behalten (Art. 8 BV). Ausserdem wäre die Schweiz gezwungen, vom derzeitigen Gewichtszollsystem auf das Wertzollsystem umzustellen. Die erforderliche Angleichung der Zollansätze an diejenigen der EG hätte in vielen Bereichen Zollerhöhungen zur Folge, wodurch sich Probleme gegenüber dem GATT ergeben würden. Die Alternative zur Zollunion in den laufenden Gesprächen ist ein verbessertes Freihandelssystem, in welchem der zollfreie Warenverkehr allerdings auf Produkte mit Ursprung im EWR beschränkt bliebe.

3. Handel mit Agrarprodukten und verarbeiteten Landwirtschaftserzeugnissen

Die Gespräche mit der EG-Kommission haben gezeigt, dass die EG von den EFTA-Ländern nicht die Uebernahme der

EG-Agrarpolitik erwartet oder die durchgehende Liberalisierung des Handels mit Agrarerzeugnissen im EWR sucht. Die EG-Kommission hat am 25. Juli aber, wie weiter oben erwähnt, deutlich gemacht, dass die EFTA-Länder im Rahmen eines globalen Verhandlungspaketes verbesserte Marktzugangsmöglichkeiten für gewisse Landwirtschaftserzeugnisse anbieten müssen. Dieses Begehren wird mit dem Argument, die EFTA-Länder hätten zum wirtschaftlichen Zusammenhalt innerhalb des EWR beizutragen, vorgebracht. Die Erleichterung des Absatzes von Produkten, wo vor allem die ärmeren EG-Mitgliedstaaten Standortvorteile besitzen, gilt als Massnahme in diesem Sinne.

Die EG-Kommission hat auch angeregt, eine Aenderung des Systems der Einfuhrabschöpfungen und der Ausfuhrrückerstattungen für Agrarerzeugnisse und verarbeitete Agrarprodukte zu prüfen, indem nicht mehr der Unterschied zwischen Weltmarktpreis und den Preisen auf den einzelnen Märkten des EWR, sondern der tatsächliche Unterschied zwischen den Marktpreisen im Ein- und Ausfuhrland ausgeglichen würde. Dieser Systemwechsel hätte nebst technischen Komplikationen einen Einnahmeausfall in der Schweiz zur Folge, da diese rund dreimal mehr Agrarprodukte aus der EG einführt als in diese exportiert.

Verhandlungen über eine Ausdehnung des Deckungsbereiches von Protokoll 2 der Freihandelsabkommen über Waren, für die zur Berücksichtigung der Preisunterschiede bei den darin verarbeiteten landwirtschaftlichen Erzeugnissen eine Sonderregelung gilt, werden von EFTA- wie EG-Seite ins Auge gefasst.

Aus schweizerischer Sicht sollten während den laufenden GATT-Verhandlungen, wo verbesserte Spielregeln für den Agrarhandel im Mittelpunkt stehen, mit der EG zwar keine formellen Agrarverhandlungen aufgenommen werden. Auf der andern Seite dürfen wir uns dem Wunsch nach Gesprächen über Fragen der Landwirtschaft und der Angleichung der gegenseitigen Agrarhandelssysteme jedoch nicht widersetzen. Dies gilt umso mehr, als unsere Ausgangslage gegenüber der EG handelsstrommässig nicht ungünstig ist: Die EG erzielt mit der Schweiz einen

jährlichen Agrarhandelsüberschuss von rund 3 Mrd. Fr. Die EG hat sich allerdings wiederholt über einen protektionistischen Trend unseres Importregimes beklagt (Drei-Phasen-System). Gewisse Anpassungen im gegenseitigen Ausgleichssystem bei Agrarprodukten und verarbeiteten Landwirtschaftserzeugnissen hätten vor allem finanzielle Konsequenzen (z.B. Zucker und Getreide), könnten aber auch agrarpolitische Auswirkungen haben. Die Auswirkungen des angeregten neuen Abschöpfungs- und Rückerstattungssystems sind daher genauer zu untersuchen. Zu prüfen ist ebenfalls, welche neuen Produkte dem Protokoll 2 unterstellt werden könnten. Ein intensiver agrarpolitischer Dialog mit der EG innerhalb des GATT gehört zur schweizerischen Strategie der Koalitionsbildung mit allen Ländern, deren Position auf der Spezifität der Landwirtschaft beruhen.

4. Freizügigkeit von Personen und freies Niederlassungsrecht

Die von der Schweiz im informellen Dialog eingenommene Haltung hatte zwei Kernelemente:

- nein zu einer Aufgabe der bundesrätlichen Stabilisierungspolitik der ausländischen Wohnbevölkerung (quantitativer Aspekt)
- Dialogbereitschaft über Verbesserungen qualitativer Art im Bereich der Freizügigkeit

Die Gespräche mit der EG-Kommission haben gezeigt, dass diese die besondere Lage der Schweiz anerkennt und kaum in Richtung der Herstellung der vollen Freizügigkeit drängen wird. Die EG betrachtet jedoch die Realisierung der Anerkennung der Diplome und Berufsausbildungen sowie die Gewährleistung der sozialversicherungsrechtlichen Ansprüche gemäss EG-Recht als Voraussetzung für jede qualitative Annäherung bezüglich des freien Personenverkehrs und Niederlassungsrechts. Mit Entschiedenheit strebt die EG zudem die Abschaffung bzw. die Milderung des Saisoniersstatuts an. Die Frage wird sich stellen, ob die Schweiz zu Verhandlungen in dieser Frage, wo

sich quantitative und qualitative Aspekte verknüpfen, bereit sein wird. Eine vertiefte Exploration in dieser Frage sollte nicht verweigert werden. Der schliessliche Entscheid über einen Eintritt in Verhandlungen müsste vom Stellenwert dieser Frage im Rahmen der Gesamtverhandlungen und der Erfüllung noch zu präzisierender Begehren gegenüber der EG abhängig gemacht werden.

Die Frage der Freizügigkeit der Personen wird sich überdies in naher Zukunft auch im Zusammenhang mit der im sog. Luxemburger Follow-up ins Auge gefassten Liberalisierung des öffentlichen Einkaufs- und Auftragswesens stellen. Die Frage, wie die Schweiz angesichts ihrer restriktiven Ausländerpolitik eine effektive Reziprozität gewährleisten könne, wurde der schweizerischen Delegation bereits gestellt. Tatsächlich wäre dies ohne entsprechende Lockerung in der Ausländer-Zulassungspolitik (beispielsweise mittels einer projektbezogenen Gewährleistung der benötigten Arbeitsbewilligungen) nicht möglich.

5. Wettbewerbsrecht und Wettbewerbspolitik

Die EG wünscht, dass innerhalb des EWR gleichwertige Wettbewerbsbedingungen herrschen und vor allem die Mechanismen zur Ueberwachung und Durchsetzung der Vorschriften überall gleichgriffig sind. Alle EFTA-Länder ausser der Schweiz haben ihre Bereitschaft erklärt, ihr eigenes Wettbewerbsrecht dem auf dem Verbotsprinzip beruhenden, aber viele Freistellungsmöglichkeiten kennenden EG-Wettbewerbsrecht anzugleichen. Die EG-Kommission hat in den Gesprächen zwar nicht die Einführung eines harmonisierten Wettbewerbsrechtes auf EWR-Ebene gefordert, aber sieben Bedingungen aufgestellt, die nach ihrer Auffassung erfüllt sein müssten, um namentlich auch in bezug auf die Rechtsdurchsetzung die Gleichwertigkeit des Verbots- und Missbrauchsprinzips zu verbürgen. Die Schweiz wird in den kommenden Gesprächen versuchen, ihre Partner von dieser Gleichwertigkeit zu überzeugen. Gleichzeitig ist intern und in Zusammenarbeit mit der Wirtschaft genauer zu untersuchen,

auf welche Weise allfälligen konkreten Forderungen an die Schweiz (Anpassung des Kartellgesetzes, Gewährung von Rechts-hilfe) begegnet werden könnte.

III. Die unmittelbare Zukunft

Die EFTA-Länder haben am 25. Juli 1989 daran erinnert, dass der Umfang der künftigen Zusammenarbeit entscheidend von

- den Möglichkeiten der EFTA-Länder abhängen wird, sich durch frühzeitigen Informationsaustausch und Konsultationen an der Vorbereitung und Ausformung von EG-Politiken und EG-Beschlüssen zu beteiligen, die für den EWR wichtig sind oder die sich auf das Funktionieren des EWR auswirken ("decision shaping")
- der Möglichkeit gemeinsamer Entscheidungsmechanismen auf EWR-Ebene ("decision making")

abhängen wird. Diese beiden institutionellen Fragen werden bis Abschluss der informellen Phase im Vordergrund der Diskussionen in der Arbeitsgruppe über rechtlich-institutionelle Fragen und im Steuerausschuss stehen.

Die folgenden rechtlichen Fragen, die aber je nach getroffener Lösung auch institutionelle Implikationen haben können, werden zudem im Mittelpunkt der Diskussionen der nächsten Monate stehen:

- wie wird die Ueberwachung und Durchsetzung des EWR-Rechtes sichergestellt?

Die EG-Kommission hat in diesem Zusammenhang die grosse Bedeutung unterstrichen, die sie der direkten Anwendbarkeit des EWR-Rechtes und der Zuerkennung der Direktwirkung an Bestimmungen, welche die dazu notwendigen Voraussetzungen erfüllen, beimisst.

- welche Vorkehrungen sollen im Interesse einer einheitlichen Auslegung des EWR-Rechtes getroffen werden?
- welche Streitbeilegungsverfahren in welchem Rahmen sollen gewählt werden?
- wie kann ein Vorschlagsrecht der EFTA-Staaten gewährleistet werden, nachdem die EG-Staaten kraft EWG-Vertrag auf dieses Recht zu Gunsten der EG-Kommission verzichtet haben?

An der ersten Sitzung der Arbeitsgruppe "institutionelle und rechtliche Fragen" vom 24. Juli 1989 legten sich weder die EFTA-Seite noch die EG-Kommission auf Positionen in den erwähnten Fragen fest. Die EG-Kommission hat aber deutlich gemacht, dass sie im institutionellen wie rechtlichen Bereich im Rahmen eines möglichen künftigen EWR-Vertrages ehrgeizige Ziele verfolgt. Dies wurde u.a. daran erkennbar, dass sie in der Diskussion mit Bezug auf Ueberwachung und Durchsetzung von Vertragsbestimmungen auf die zentrale Rolle der EG-Kommission und des Gerichtshofes im EG-System Bezug nahm und erkennen liess, dass sie einem Ueberwachungssystem auf EWR-Ebene den Vorrang vor anderen möglichen Lösungen einräumt, was immerhin einen Ansatz zu einer "gesamteuropäischen Lösung" darstellt. Es ist freilich davon auszugehen, dass ein solches System auch supranationale Elemente aufweisen könnte.

Im Hinblick auf die nächsten Sitzungen mit der EG-Kommission werden die EFTA-Länder nun gemeinsame Standpunkte zu den einzelnen Fragen erarbeiten und Antworten auf gewisse, von der EG-Kommission am 24. gestellte Fragen, vorbereiten müssen. Zu diesen Fragen gehören:

- wie stellen sich die EFTA-Länder die Beteiligung der EG an "decision shaping" in den EFTA-Ländern vor?
- in welchem Verhältnis soll das mögliche neue Abkommen über den EWR zu bestehenden Abkommen stehen? Umgekehrt stellt sich auch die Frage, wie das künftige Abkommen rechtlich zum EWG-Vertrag steht.

Vor allem werden sich die EFTA-Länder aber bald entscheiden müssen, ob sie eine strukturiertere Partnerschaft anstreben wollen, die auf völkerrechtlichen Verträgen beruht oder eine internationale Organisation mit supranationalen Merkmalen, insbesondere in bezug auf gesetzgebungsähnliche Verfahren zur Rechtsharmonisierung, begründet. Die Schweiz hat sich in ihren ersten Ideenskizzen zu einem EWR-Vertrag an einem völkerrechtlichen Modell orientiert, wobei zur Sicherung der einheitlichen Interpretation von EWR-Vertragsrecht neuartige Modelle der internationalen Rechtsprechung nicht ausgeschlossen werden können.

Gerade das Zusammenfallen der Welthandelsrunde ("Uruguay-Runde des GATT"), und der integrationspolitischen Entscheidungen über das Ausmass und die Form der Fortsetzung bzw. Intensivierung der Verhandlungen mit der EG erfordert auch den Einbezug des welthandelspolitischen Umfelds in eine integrationspolitische Standortanalyse. Dieser Einbezug drängt sich auch aufgrund des zeitlich vorgesehenen Verhandlungsplanes auf, indem die für die Uruguay-Runde relevanten Vorschläge bis Ende 1989 vorliegen müssen und so die Runde am 5. Dezember 1990 in Brüssel mit konkreten Resultaten abgeschlossen werden kann. Bei dieser Standortbestimmung gilt es vor allem drei Aspekte zu berücksichtigen:

Erstens geht es in der Uruguay-Runde um die Reform der Welthandelsordnung. Jede Stärkung des multilateralen, vertraglich festgesetzten Handelssystems des GATT schafft auch heute Voraussetzungen für die Beziehungsgestaltung im EWR. Dies gilt insbesondere in den Bereichen Dienstleistungen, geistiges Eigentum, Investitionen und Landwirtschaft. Zweitens besteht zwischen der Uruguay-Runde und dem EWR eine gemeinsame Zielsetzung: Die Einhaltung resp. Verbesserung des Marktzutritts für schweizerische Industrie- und Dienstleistungsexporte auf den Weltmarkt, zu welchem auch Europa gehört. Allfällige GATT-Resultate in den Bereichen Zölle, nichttarifarisches Handelshemmnisse, Normen, öffentliches Beschaffungswesen und - auch hier - Landwirtschaft, hätten eine Öffnung des EG-Marktes (und des Schweizer Marktes) zur Folge.

Drittens darf nicht vergessen werden, dass unsere aussereuropäischen Handelspartner die Entwicklungen in Europa mit grösster Aufmerksamkeit verfolgen: die USA, Japan und viele interessante Handelspartner der Schweiz (insbesondere Korea, Hongkong, Singapur usw.) stellen sich die Frage, ob in Anbetracht der europäischen Entwicklung überhaupt noch mit den EFTA-Ländern als selbständige Verfechter eines multilateralen Handelssystems zu rechnen sei, oder ob sie mit der EG gleichzustellen seien.

Aus diesen Gründen ist eine stete Verstärkung der Zusammenarbeit zwischen der weltweiten und der europäischen Verhandlungsfront trotz spärlicher menschlicher Ressourcen ein Gebot der Stunde. Ebenso ist eine regelmässige und systemische Darstellung unserer Europapolitik bei unsern Partnern in Uebersee von grösster Wichtigkeit.

IV. Die Debatten im National- und Ständerat

Der Bericht des Bundesrates hatte in beiden Räten - Nationalratsdebatte am 28.2. und 1.3.1989, Ständeratsdebatte am 21. und 22.6.1989 - eine gute Aufnahme gefunden. Die darin enthaltene integrationspolitische Grundlinie wurde in beiden Räten von einer sehr deutlichen Mehrheit geteilt. Bezeichnend für die Stimmung im Parlament ist freilich auch die Tatsache, dass der vom Bundesrat im Bericht gemachten Aussage, die schweizerische Position in Europa müsse in Anbetracht der raschen Entwicklungen im europäischen Integrationsprozess laufend neu und vorurteilslos überdacht werden, besondere Bedeutung beigemessen wurde. Hier ist zu berücksichtigen, dass zwischen der Veröffentlichung des Berichtes am 13. September 1988 und den Debatten in den beiden Räten eine lange Zeit verstrichen ist. Die in dieser Zeit eingetretenen, unter I beschriebenen Entwicklungen haben gleichsam den Beweis für die Richtigkeit der vom Bundesrat in den Schlussbemerkungen eingenommene, für neue Entwicklungen offene Haltung geliefert. Dass der Bericht folglich Beginn, nicht Abschluss einer

Reflexion über die Stellung der Schweiz in Europa sein könne, war eine in beiden Räten verbreitete Meinung.

Die Forderung nach einer auf Europa hin offenen, zusammenarbeitwilligen, auf ungerechtfertigte Sonderzügelein verzichtende Schweiz bestimmte zahlreiche Interventionen. Bezeichnend in diesem Sinne war zum Beispiel die Meinung mehrerer Parlamentarier, es genüge nicht, europafähig zu sein, die Schweiz müsse Europa wollen. Vor einer einseitigen wirtschaftlichen Betrachtungsweise wurde verschiedentlich gewarnt. Den politischen, kulturellen und sozialen Aspekten der schweizerischen Stellung in Europa sollte die gebührende Aufmerksamkeit zuteil werden.

Die Bedeutung der EFTA als Integrationsinstrument der Schweiz wurde in mehreren Interventionen unterstrichen. Vor allem in der Ständeratsdebatte, die eine Woche nach der EFTA-Ministerkonferenz von Kristiansand stattfand, wurde verlangt, dass die Schweiz konstruktiv an der Stärkung der EFTA mitarbeite. Sie könne sich, wurde mitunter argumentiert, nicht auch noch eine Isolierung in der EFTA leisten. Die Auffassung, die EFTA dürfe nicht in eine Klein-EG mit supranationalen Zügen umgewandelt werden, blieb aber unbestritten. Allen Interventionen dürfte freilich nicht das gleiche Supranationalitätsverständnis zugrunde gelegen haben.

Mehrere Parlamentarier vertraten ausdrücklich die Auffassung, der EG-Beitritt müsse im Zeithorizont 2000 als eine Option in Betracht gezogen werden. Der EG-Beitritt ist in der parlamentarischen Debatte mithin kein Tabu mehr. Interessant ist in diesem Zusammenhang das von Vertretern aller Bundesratsparteien mitunterzeichnete Postulat Cotti vom 1. März 1989, in dem der Bundesrat aufgefordert wird, als Ergänzung zum Bericht über die Stellung der Schweiz im europäischen Integrationsprozess ein Szenarium für den allfälligen Beitritt der Schweiz zur EG auszuarbeiten und dieses stets auf dem neuesten Stand zu halten. Auch vor diesem Hintergrund ist der systematische Vergleich zwischen EG-Recht und schweizerischem Recht unerlässlich.

Einige Schlussfolgerungen aus den Debatten:

Der Bundesrat hat die Unterstützung beider Kammern für die im Bericht vertretene Politik. Das Parlament erwartet aber, und diese Erwartung kommt auch in mehreren Postulaten zum Ausdruck, dass die Lagebeurteilung ständig à jour gebracht wird und die Analyse vieler Probleme vertieft wird. Der Verlauf der Debatten im Parlament darf auch in dem Sinne gedeutet werden, dass dieses immer mehr bereit ist, sich offen und vorurteilslos mit den verschiedenen Optionen der schweizerischen Integrationspolitik auseinanderzusetzen. Die vielfältigen Bekenntnisse zu einer europabewussten, europafähigen, europawilligen Schweiz müssten sich eigentlich auch günstig für die Behandlung von Gesetzesvorlagen auswirken, wo die Wahl einer EG-kompatiblen Lösung im Interesse unserer Integrationspolitik läge. An Möglichkeiten für Tatbeweise des Europabewusstseins dürfte es nicht fehlen.

Die im Rahmen der Europadebatte eingereichten zahlreichen Postulate bedeuten eine ganz erhebliche Mehrbelastung der Verwaltung und innerhalb dieser insbesondere des Integrationsbureau's EDA/EVD. Im Sinne eines Beispiels: die in Ziffer 3 des Postulats 88.820 der freisinnig-demokratischen Fraktion vom 1.12.1988 enthaltene Forderung, die Folgen jeder der im Weissbuch über die Vollendung des Binnenmarktes enthaltenen Massnahmen seien sorgfältig zu analysieren, ist beim bestehenden Personalbestand nicht erfüllbar.

Die im Anhang zum Aussprachepapier vom 16. Mai 1989 befindliche Liste der hängigen parlamentarischen Anfragen ist noch zu ergänzen durch

- 89.447	Ip. Caccia	5.6.1989	Verkehrspolitik in Europa
- 89.1039	EA Pitteloud	6.6.1989	Europäisches Seminar über die Gleichwertigkeit der Diplome der Sondererzieher

- | | | | |
|-------------|------------------------------------|-----------|--|
| - 89.476 | Po. CVP-Fraktion | 12.6.1989 | Binnenmarkt Schweiz |
| - ad 88.045 | Po. SR-Aussenwirtschaftskommission | 14.6.1989 | Europäische Integration |
| - 89.513 | Po. Matthey | 19.6.1989 | "Erasmus"-Programm für die technische und berufliche Ausbildung |
| - 89.1064 | EA Spälti | 21.6.1989 | Information über den EG-Binnenmarkt 1992 und die Zukunft Europas |
| - 89.1065 | EA Jelmini | 21.6.1989 | Europäische Integration und Sozialversicherungssystem |
| - 89.557 | Ip. Fankhauser | 23.6.1989 | Drogenabhängige, Flüchtlinge und Migrantinnen/Migranten. Europäische Abschottungspolitik |
| - 89.574 | Ip. Reimann M. | 23.6.1989 | Zukunft der Verrechnungssteuer |
| - 89.579 | Mo. Ziegler | 23.6.1989 | Anerkennung von schweizerischen Hochschuldiplomen in der EG |

V. Verwaltungsinterne Organisation

1. Das Aussprachepapier vom 16. Mai 1989 enthält eine Aufstellung der departementsübergreifenden Arbeitsgruppen und Ausschüsse, die im Bereich der europäischen Integration tätig sind. Die Entstehungsgeschichte der Gruppen ist unterschiedlich: die Mehrzahl wurde geschaffen, um sektorielle Vorverhandlungen oder Verhandlungen im Rahmen der EFTA, des follow-up von Luxemburg oder im bilateralen Rahmen vorzubereiten. Diese Gruppen bleiben notwendig. Andere Gruppen haben keine operationelle Zielsetzung, sondern einen Reflexionsauftrag.

2. Die neue, im Rahmen des follow-up von Brüssel gewählte globale Arbeitsmethode, die auch in künftigen formellen Verhandlungen über einen Vertrag über den europäischen Wirtschaftsraum Anwendung finden dürfte, macht es notwendig, dass globale Arbeitsgruppen für

- den freien Warenverkehr
- die Liberalisierung des Dienstleistungs- und Kapitalverkehrs
- die Freizügigkeit der Personen und das freie Niederlassungsrecht
- die begleitenden Politiken
- die rechtlich-institutionellen Fragen

eingesetzt werden, die in der zurückliegenden informellen Phase ad hoc bereits ihre Tätigkeit aufnahmen. Die Zusammenarbeitsprozesse des follow-up von Brüssel und Luxemburg, wo nach verschiedenen Methoden gearbeitet wird, laufen heute und sicher auch noch in den kommenden Monaten parallel. Es bedarf folglich einer internen Organisation, die den Bedürfnissen beider Zusammenarbeitskreise genügt. Die Leiter der globalen Arbeitsgruppen haben regelmässige Sitzungen mit den Leitern der sektoriellen Arbeitsgruppen in ihrem Deckungsbereich durchzuführen. Zudem ist ein enger Schulterschluss mit den GATT-Verhandlungen (Uruguay-Runde) vorzunehmen, vor allem in den Bereichen Warenverkehr (inkl. Agrargüter) und Dienstleistungen.

3. Die Koordination zwischen den Arbeitsgruppen wird durch das Integrationsbureau EDA/EVD als Bestandteil dessen in Ziffer 64 des Berichtes vom 24. August 1988 festgehaltenen Auftrages sichergestellt.

4. Auf oberster Beamtenebene wird neu ein interdepartementaler Ausschuss für europäische Integration geschaffen, für welchen jedes Departement einen ständigen Vertreter ernannt. Der Ausschuss wird gemeinsam von den Staatssekretären F. Blankart und K. Jacobi präsiert. Der Chef des Integrationsbureau's EDA/EVD als des federführenden

EG-Dienstes der beiden Departemente und des interdepartementalen Koordinationsorgans in EG-Belangen ist ebenfalls ständiges Mitglied des Ausschusses. Je nach behandelter Materie können andere Personen, insbesondere Leiter einzelner Arbeitsgruppen, zu den Beratungen des Ausschusses beigezogen werden. Das Integrationsbureau EDA/EVD versieht das Sekretariat des Ausschusses, der je nach Bedürfnis, mindestens aber einmal vierteljährlich zusammentrifft.

Mandat des Ausschusses

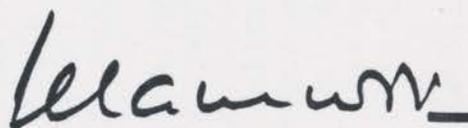
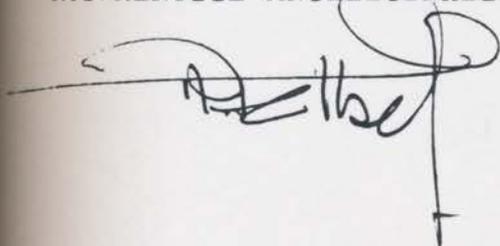
- regelmässige integrationspolitische Lagebeurteilung aus interner und externer Sicht
- Erörterung wichtiger grundsätzlicher Fragen, die den Kompetenzbereich mehrerer Departemente berühren

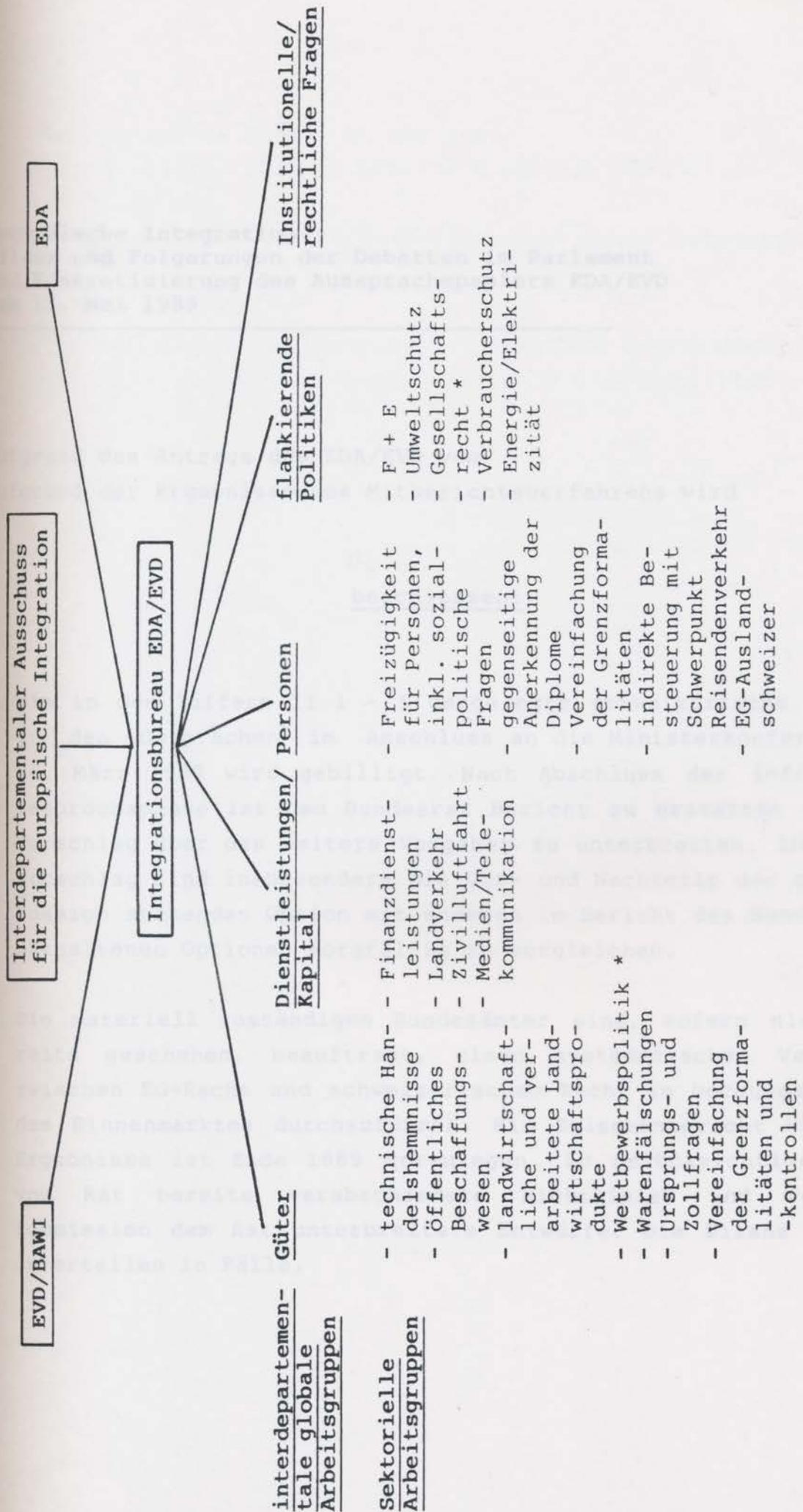
Die Rolle der Ständigen Wirtschaftsdelegation wird durch die Schaffung dieses verwaltungsinternen Ausschusses nicht geändert. Diese hat gemäss Beschluss des Bundesrates vom 11. Dezember 1961 zur Aufgabe, die Richtlinien für Verhandlungen mit der EG vorzubereiten und die schweizerischen wirtschaftlichen Interessen gegenüber der EG zu koordinieren. Dieser Beschluss wurde im Bericht des Bundesrates vom 24. August bestätigt.

Wir beantragen Ihnen, dem beiliegenden Beschlussesentwurf zuzustimmen.

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

EIDGENOESSISCHES VOLKS-
WIRTSCHAFTSDEPARTEMENT





* neu zu schaffende Arbeitsgruppen

Europäische Integration:
Bilanz und Folgerungen der Debatten im Parlament
und Konkretisierung des Aussprachepapiers EDA/EVD
vom 16. Mai 1989

Aufgrund des Antrags des EDA/EVD vom
Aufgrund der Ergebnisse des Mitberichtsverfahrens wird

beschlossen:

1. Die in den Ziffern II 1 - 5 dargelegte schweizerische Haltung in den Gesprächen im Anschluss an die Ministerkonferenz vom 20. März 1989 wird gebilligt. Nach Abschluss der informellen Gesprächsphase ist dem Bundesrat Bericht zu erstatten und ein Vorschlag über das weitere Vorgehen zu unterbreiten. In diesem Vorschlag sind insbesondere die Vor- und Nachteile der zur Diskussion stehenden Option mit anderen im Bericht des Bundesrates enthaltenen Optionen sorgfältig zu vergleichen.
2. Die materiell zuständigen Bundesämter sind, sofern nicht bereits geschehen, beauftragt, einen systematischen Vergleich zwischen EG-Recht und schweizerischem Recht im Deckungsbereich des Binnenmarktes durchzuführen. Ein Zwischenbericht über die Ergebnisse ist Ende 1989 vorzulegen. Zu berücksichtigen sind vom Rat bereits verabschiedete Richtlinien und von der Kommission dem Rat unterbreitete Entwürfe. Die Bilanz ist zu unterteilen in Fälle,

SCHWEIZERISCHER BUNDESRAT
CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE
CONSIGLIO FEDERALE SVIZZERO

Section
Date: 10 OCT. 1989
Dossier: 1893

- wo weitgehende Identität herrscht
- Kompatibilität ohne zu massive Eingriffe herstellbar erscheint und
- wo zwischen den beiden Gesetzgebungen grosse Unterschiede bestehen.

3. Die Einsetzung eines interdepartementalen Ausschusses für die europäische Integration gemäss Ziffer V wird gebilligt.

La proposition des DDF et DDF du 3 octobre 1989

Sur les résultats de la procédure de co-rapport, il est

Für getreuen Auszug,
der Protokollführer:

g r o s s

- 1. La modification de l'ordonnance limitant le nombre des étrangers est adoptée; elle entre en vigueur le 1er novembre 1989.
- 2. Les départements compétents soumettent au Conseil fédéral, jusqu'à fin 1989, un rapport détaillé sur les avantages et inconvénients d'une modification de la pratique dans le sens de la prise en compte d'une seule unité pour les entreprises bi-saisonnières.

par extrait conforme,
le secrétaire

Publication:
Recueil officiel

Section	App.	Abst.
DDA		
DDI		
DDP	1 -	
DDR		
DDS	1 -	
DDT	1 -	
DDU	1 -	
DDV	1 -	
DDW	1 -	
DDX		
DDY		
DDZ		
DDA		